

LES PRÉVISIONS CONCERNANT LE PRIX DE L'ESSENCE ET LES
TAUX D'INTÉRÊT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il reconnaître que si le budget était fondé sur des prévisions réalistes quant au prix du pétrole et aux taux d'intérêt, le déficit serait d'au moins 3.5 milliards de dollars plus élevé que celui prévu dans ses documents budgétaires? Ne pourrait-il pas être honnête envers les Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ma réponse à cette question est en partie la même que ma réponse au député de Saint-Henri-Westmount. Quant au chiffre en question, la réponse est non, il a tort.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre représentant la haute finance. Le ministre a annoncé dans son Budget un paiement anticipé du crédit d'impôt-enfant pour les familles dont le revenu est de moins de \$15,000. Tout le monde sait que les gens qui reçoivent le crédit d'impôt ont un revenu de moins de \$23,500. Le ministre peut-il nous expliquer, lui qui a tant de cœur, pourquoi il a éliminé 538,000 familles qui reçoivent le crédit d'impôt anticipé? Pourquoi les a-t-il refusées?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris la question du député. Cependant, je l'invite fortement à consulter la brochure intitulée *La justice sociale: Un bilan de réalisation*. Dans ce bilan des réalisations du gouvernement, nous précisons ce que nous avons fait pour accroître le crédit d'impôt-enfants, en hâter le versement et mettre en œuvre un nouveau et original crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente pour les économiquement faibles de notre pays. Il précise en outre ce que nous avons fait pour aider les assistés sociaux à se placer sur le marché du travail. Ce document, qui fournit des renseignements complets à ce sujet, est de lecture très intéressante.

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT REFUSE LE
CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT À CERTAINES FAMILLES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, vous admettez que le ministre n'a pas répondu à ma question et je la lui répète. Pourquoi le ministre a-t-il choisi de refuser une mesure sociale qui est juste à 538,000 familles canadiennes qui reçoivent le crédit d'impôt? Pourquoi les a-t-il refusées?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le bilan des réalisations sociales du gouvernement est clair. Il figure dans ce document qui est disponible dans tous les supermarchés du Canada. J'invite fortement les Canadiens à le lire.

Questions orales

LES FINANCES

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

Mr. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances et ne concerne pas ses bouquins qui se vendent dans les supermarchés. Pourquoi faut-il déboursier d'énormes sommes pour relever la valeur du dollar? Pourquoi le ministre dépense-t-il des centaines de millions de dollars à cette fin si notre dollar a vraiment la confiance de la communauté internationale?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député comprendra que beaucoup de facteurs influent sur la valeur du dollar.

M. Riis: La confiance.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): D'aucuns concernent les tendances commerciales, d'autres les flux de capitaux et d'autres encore, les rajustements du calendrier des paiements des entreprises commerciales. Il faut tenir compte de tout cela. Je demande au député, comme je l'ai demandé hier au député de Laval-des-Rapides, de ne pas sauter trop tôt aux conclusions.

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, le ministre ne conviendra-t-il pas que ses hauts fonctionnaires et lui ont eux-mêmes sauté aux conclusions en déboursant des centaines de millions de dollars pour revaloriser le dollar? Le ministre n'en est-il pas arrivé à la même conclusion que les investisseurs internationaux, à savoir que le dollar était en train de fléchir?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député veut donner un coup de main à ses amis, les spéculateurs des marchés financiers...

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... en essayant de me faire dire des choses qui contribueraient à leur faire réaliser des profits. J'ai déjà fait savoir à son collègue que je n'étais pas disposé à faire cela, même si lui l'est.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES CRÉDITS CONSACRÉS AUX TRAVAUX SUR LA FAUNE ET À LA
RECHERCHE SUR LA TOXICOLOGIE

M. Barry Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, je vais poser ma question à son secrétaire parlementaire. Le budget était porteur de bonnes nouvelles pour le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches médicales et le Conseil de recherches en sciences humaines. Le ministère de l'Environnement songe-t-il à rétablir et à accroître ses propres services de recherche, surtout après les compressions rigoureuses dont le Service canadien de la faune a fait l'objet en 1984?